IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre
Juin 2017

http://www.defense.gouv.fr/irsem

VIE DE L'IRSEM (p. 1)

Dernière publication, équipe, soutenances de thèse et HDR, rétrospective, événements, actualité des chercheurs

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE (p. 10)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRE PUBLICATION

Note de recherche n°41

« Oman : défis intérieurs et enjeux régionaux dans la perspective de l'après-sultan », par Fatiha DAZI-HENI, chercheure Golfe Moyen-Orient à l'IRSEM

Cette note expose les principaux enjeux intérieurs et extérieurs dans le contexte d'une succession possible du sultan Qabous, dont l'état de santé s'est aggravé en 2014. Son remplacement sera difficile à assurer en raison du statut de père de la Nation dont jouit le sultan, qui a sorti son pays de l'ère féodale. Il l'a modernisé et l'a doté d'une diplomatie de médiation devenue incontournable dans une région propice aux tensions et conflits. À court terme, la tâche du successeur s'avérera la plus ardue, en raison de la baisse des prix du pétrole qui affecte la situation économique. À moyen terme, l'enjeu sera de renouveler un pacte social à bout de souffle. Cependant, le rôle de médiation de la diplomatie omanaise dans la région et de facilitateur entre Washington et Téhéran, ajouté à sa position stratégique, au carrefour de la Route de la soie, plaident pour qu'acteurs régionaux et globaux soutiennent le sultanat de l'après-Qabous.

ÉQUIPE

Elections universitaires

Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM, vient d'être élu à un poste de professeur des universités en science politique à l'Université Paris-II Panthéon-Assas, qu'il rejoindra à compter du 1er septembre. Il sera rattaché au Centre Thucydide, fondé par le professeur Serge SUR et actuellement dirigé par le professeur Julian FERNANDEZ. Docteur de l'EHESS, agrégé de science politique, Jean-Vincent HOLEINDRE occupait jusqu'à présent les fonctions de professeur de science politique à l'Université de Poitiers. Il vient de publier l'ouvrage issu de sa thèse, *La ruse et la force : Une autre histoire de la stratégie* (2017, aux éditions Perrin).

Elyamine SETTOUL, chercheur associé à l'IRSEM, a été élu au poste de maître de conférences en sociologie au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Matthias THURA, chercheur associé à l'IRSEM, a été élu au poste de maître de conférences en sociologie à l'Université de Strasbourg.

Par ailleurs, à l'extérieur de l'IRSEM, notons les changements suivants :

Julie D'ANDURAIN a été élue au poste de professeur des universités à l'Université de Lorraine sur un poste intitulé « Guerres et mémoires de guerres, France et international, XIX^{e}-XXI^{e} siècles. »

Philippe VIAL a été élu maître de conférences en histoire contemporaine l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, détaché auprès de la Direction militaire de l'enseignement supérieur.

Cyril MAGNON-PUJO a été élu maître de conférences en science politique à l'Université Lumière Lyon 2.

Ces élections démontrent que cette année est un bon cru pour les « études sur la guerre ».

Arrivées

- **François DELERUE** vient de rejoindre l'IRSEM comme chercheur en cyberdéfense et droit international au sein du domaine « Pensée stratégique ». À l'IRSEM, il va mener des recherches portant sur le droit international, notamment sur l'impact des nouvelles technologies (conquête spatiale, robotiques, intelligence artificielle, etc.) sur les normes et la coopération internationale, et sur les questions de cyberdéfense et de cybersécurité tant sous l'angle juridique, stratégique que politique. Il travaille actuellement sur la publication du livre basé sur sa thèse portant sur l'application aux cyber opérations étatiques des normes de droit international, notamment en matière de droit international de la responsabilité des États, d'imputabilité aux États, de droit des conflits armés et de droit du recours à la force. François DELERUE est docteur en droit, il a soutenu son doctorat intitulé *State-Sponsored Cyber Operations and International Law* (en anglais) en novembre 2016 à l'Institut universitaire européen (IUE - Florence, Italie), sous la direction du Professeur Nehal BHUTA. Il est également chercheur associé à la chaire Castex de cyberstratégie et il participe au Oxford International Organizations project en tant que rapporteur.

Simon REICH, professeur de science politique et de relations internationales à l'Université de Rutgers, est chercheur invité à l'IRSEM pour 3 mois.

Départs

- La secrétaire générale de l'IRSEM, la contrôleuse des armées **Marie-Noëlle QUIOT**, quitte ses fonctions pour rejoindre le contrôle général des armées. Entre janvier et juin 2016, elle a assuré l'interim lorsque l'IRSEM n'avait pas de directeur et elle a toujours eu à cœur de rendre l'organisation de l'IRSEM plus transparente, plus efficace et plus rigoureuse.

- **Patrice DABOS**, énarque et administrateur civil hors-classe, prend sa retraite. Il a fait une longue carrière au ministère de la Défense, d'abord à la direction des affaires internationales de la DGA puis il comme attaché d'armement aux Pays-Bas. Il intègre la DAS en 1994, puis deviendra chef de la section armement à la représentation de la France auprès de l'Union de l'Europe occidentale à Bruxelles, puis attaché d'armement adjoint à Washington. En 2004, il rejoint l'OTAN, auprès du secrétaire général adjoint chargé de la diplomatie publique, puis revient à Paris au SGA cette fois, puis à la DGRIS à partir de 2015. Il est alors affecté à l'IRSEM comme « expert » et enseigne beaucoup, à Sciences Po notamment. Il est chevalier de l'Ordre national du mérite et médaille argent des services militaires volontaires.

- La capitaine de frégate **Marianne PÉRON-DOISE**, chercheuse Asie du Nord et sécurité maritime, prend sa retraite. Promue élève officier en 1983, elle a commencé sa carrière au CTA de la Marine avant de devenir à partir de 1988 officier spécialisé, avec la spécialité « renseignement – relations internationales ». Au cours de sa carrière, elle est passée par la DRM, l'état-major de la Marine, la DAS (où elle a été chef du Bureau Asie Pacifique), l'EMA, l'OTAN à Northwood au Royaume-Uni, et enfin l'IRSEM depuis 2015. Elle est chevalier de l'Ordre national du mérite, médaille de l'OTAN ISAF et chevalier de la Légion d'honneur. Parallèlement à sa carrière militaire, elle a un diplôme de l'IEP d'Aix en Provence et un DEA d'histoire. Elle a été visiting fellow au Japan Institute of International Affairs de Tokyo et a longtemps enseigné à l'INALCO.

- Le lieutenant-colonel **Olivier ENTRAYGUES**, chercheur Enseignement de la guerre, à l'IRSEM depuis 4 ans, est muté à l'OTAN, à Izmir, en Turquie. En plus de prendre en charge environ la moitié des enseignements que l'IRSEM donne à l'École de guerre, Olivier a dirigé les deux pre-

miers numéros de la nouvelle revue de l'Ecole de guerre, *Polémoscopie* ; il a obtenu son Habilitation à diriger des recherches en histoire le 10 juin, et il a organisé plusieurs gros colloques, dont l'un a récemment été publié sous forme d'Étude.

- **Alice PANNIER**, post-doctorante travaillant sur l'interventionnisme militaire et les relations franco-britanniques en particulier, a été recrutée comme professeure de relations internationales à l'Université Johns Hopkins, et part donc aux États-Unis, à Washington D.C.

- L'adjudant-chef **Véronique JERUSEL**, cheffe du secrétariat, est mutée à l'inspection de l'armée de terre cet été après 4 ans à l'IRSEM.

L'équipe de l'IRSEM leur souhaite à tous une excellente continuation dans leurs projets.

Distinctions

Sonia LE GOURIELLEC a été nommée responsable de la rubrique « L'Afrique dans les relations internationales » de l'*Annuaire Français des Relations Internationales*.

SOUTENANCES DE THÈSE ET HDR

10 juin : soutenance d'HDR du lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES

Le lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES a soutenu son Habilitation à diriger des recherches en histoire, à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, le 10 juin. Il a présenté son mémoire inédit, *L'École supérieure de guerre, 1870-1914,* et son mémoire de synthèse, *Étudier la guerre, un officier et l'Université*.

Le jury était composé du professeur Philippe BOULANGER, du général de corps d'armée Bertrand de COURRÈGES D'USTOU, du professeur Hervé DRÉVILLON, du général Yves de GUIGNÉ, de la professeure Béatrice HEUSER et du professeur Georges-Henri SOUTOU.

26 juin : Soutenance de thèse de Lucie BÉRAUD-SUDREAU

Le lundi 26 juin 2017, Lucie BÉRAUD-SUDREAU, ancienne jeune chercheuse de l'IRSEM, a soutenu sa thèse en science politique intitulée *Soutien ou contrôle ? La politique des ventes d'armes en France et en Suède (1990-2015)*, à l'Université Paris-2 Panthéon-Assas.

Le jury était composé d'Aude FLEURANT, Programme Director, Stockholm International Peace Research Institute, du professeur Patrick HASSENTEUFEL, du professeur Jean JOANA, de Delphine LAGRANGE, maître de conférences, de Jocelyn MAWDSLEY, Senior Lecturer et du professeur Yves SUREL, directeur de la thèse.

RÉTROSPECTIVE

1er juin : Remise du prix Émile Perreau-Saussine à Jean-Vincent HOLEINDRE

Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM, a reçu le prix Émile Perreau-Saussine, récompensant l'œuvre en sciences humaines d'un jeune chercheur de moins de 40 ans, pour son ouvrage *La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie,* paru aux éditions Perrin.

Le prix rend hommage à Émile PERREAU-SAUSSINE, professeur de philosophie politique à Cambridge et Sciences Po, décédé en février 2010, alors qu'il était âgé de 37 ans.

Dans cette histoire de la stratégie, issue d'un long travail de recherche mené sur plus de dix ans, Jean-Vincent HOLEINDRE (37 ans) reprend l'opposition construite par la pensée occidentale entre le guerrier Achille, symbole de la force, et le stratège Ulysse, incarnant la ruse. Il souhaite ainsi réhabiliter la ruse, souvent présentée comme l'apanage du faible alors même que la force est glorifiée pour son efficacité. Si Troie a chuté en effet, c'est bien plus grâce au rusé Ulysse qu'à la force d'Achille.

La supériorité de la force sur la ruse ne tient pas plus dès lors qu'il s'agit d'étudier les nouvelles formes de conflit. Les guerres en effet ne se déroulent plus – ou presque

- entre États mais bien entre des acteurs réticulaires et transnationaux. C'est dans ce contexte évolutif qu'il faut comprendre la réhabilitation de la ruse prônée par l'auteur qui seule permettra de vaincre le terrorisme.

Le prix, remis au cours d'une cérémonie présidée par Pierre MANENT dans les locaux de Sciences Po Paris en présence de la famille Perreau-Saussine, de la famille du lauréat, de Frédéric MION, directeur de Sciences Po et des membres du jury, est doté de 2 000 euros.

Marie ROBIN

6 juin : Conférence « Japan Leaving its Comfort Zone to play its Part », de Yukio OKAMOTO, à l'École militaire

Le 6 juin 2017, l'IRSEM a reçu M. Yukio OKAMOTO dans le cadre d'une conférence publique organisée en partenariat avec le Centre d'Études japonaises de l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales). Guibourg DELAMOTTE, maître de conférences et responsable du master professionnel du département Japon de l'INALCO, a introduit l'orateur et a ensuite dirigé une riche séance de questions/réponses.

M. Yukio OKAMOTO s'est attaché à présenter la situation actuelle du Japon et les enjeux politico-militaires complexes auquel l'archipel fait face, notamment dans sa relation avec la Chine et la Russie. Ses anciennes fonctions de Conseiller spécial des Premiers ministres HASHIMOTO de 1996 à 1998 puis KOIZUMI de 2001 à 2004 ont donné un relief particulier à son intervention. Il s'est notamment fait le porte-parole d'un Japon plus volontariste sur la scène internationale en décrivant Tokyo comme un « contributeur proactif de la paix », et a encouragé un rapprochement avec l'Union européenne.

Laëtitia JEANPIERRE-BERRAUD

8 juin : Colloque international « Five years of Xi Jinping, China's Political Development », à l'École militaire

À l'automne 2017, le 19e congrès du parti communiste chinois renouvellera les têtes du gouvernement chinois. Il est l'heure de faire le bilan du premier mandat présidentiel de Xi JINPING, qui a vu une concentration du pouvoir politique inédite depuis l'époque de Mao ZEDONG. Xi JINPING a notamment fait preuve d'un activisme dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité nationale qui a véritablement changé la donne géopolitique dans les cinq dernières années.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi JINPING en 2012, l'État chinois a à la fois décentralisé et concentré le pouvoir politique. La concentration est incarnée au centre par Xi JINPING, dirigeant désormais qualifié de « noyau dur » du parti communiste. Le pouvoir des secrétaires du parti l'emporte également sur le comité du parti au niveau provincial. À l'appui de sa campagne anticorruption, Xi JINPING a également créé de nouvelles agences de surveillance qui, sous l'égide du parti, mettent les fonctionnaires sous pression.

Quel a été l'effet de cette recentralisation du pouvoir sur l'action politique de Xi JINPING ? L'examen de la politique environnementale, une priorité internationale et intérieure pour Xi, montre que la centralisation politique ne garantit pas une meilleure efficacité d'action. Malgré la consolidation des lois de protection de l'environnement et l'application systématique de sanctions lorsque ces lois ne sont pas respectées, la grande diversité des situations de province à province ne permet pas que l'effort soit véritablement soutenu au niveau national.

Sur le plan des questions de sécurité proprement dite, Xi JINPING s'est attaché à accroître la visibilité de la Chine dans le domaine du nucléaire militaire. Il a renommé

la force de frappe nucléaire qui s'appelait la « seconde artillerie » en « force des fusées » pour la mettre sur un pied d'égalité avec l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine. Parallèlement, la réforme militaire en cours en Chine a créé une « force de soutien stratégique » dont une fonction majeure semble être un renforcement des capacités nucléaire. Xi JINPING a également accru le rôle de la Chine dans la création de normes internationales à propos de la sécurité nucléaire.

L'importance qu'a prise la Chine dans les affaires internationales s'est accrue de manière exponentielle sous Xi. Cet accroissement est en grande partie dû à la croissance économique du pays devenu la deuxième puissance économique mondiale. Les effets de la consommation chinoise de pétrole ainsi que la part d'émissions de carbone au sein de la population mondiale sont en ce sens des effets mécaniques de l'accession de la Chine à l'économie de marché. Le parti communiste chinois au pouvoir sous Xi a cependant également délibérément pesé dans la reconfiguration. À l'ONU notamment, pendant ces cinq dernières années, la Chine a prôné la prééminence d'États forts aux droits égaux.

En politique étrangère au sens plus strict du terme, Xi a rompu avec plusieurs décennies d'une diplomatie « de profil bas » où la Chine promouvait ses intérêts dans l'ombre. Sous Xi JINPING, non seulement la participation chinoise à des sommets internationaux s'est accrue, mais la Chine a également créé de toutes pièces des initiatives comme les Nouvelles Routes de la soie dont les implications touchent la moitié du globe. Le projet de Nouvelles Routes de la soie a trouvé un écho particulier en Europe avec la création de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures qui en assurera le financement. Cependant, le gouvernement insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas pour lui de remplacer les structures de gouvernance internationales existantes telles que la Banque Mondiale ou le Fonds monétaire international, mais plutôt de les compléter.

Acteur désormais majeur de la gouvernance mondiale, la Chine est aussi victime des conflits internationaux comme la guerre en Syrie. En effet, celle-ci a permis au Parti islamique du Turkestan, un groupe terroriste affilié à Al-Qaïda, de rallier des djihadistes ouïghours dont l'idéologie nationaliste s'appuyait jusqu'au début des années 2010 sur un soutien américain. La crise syrienne a créé des liens de solidarité entre musulmans sunnites, touchant non seulement les ouïghours de la province du Xinjiang, mais aussi ceux de la diaspora, en particulier dans les pays du Golfe et en Turquie. La répression très dure du mouvement nationaliste ouïghour que mène Pékin au Xinjiang montre son impuissance à endiguer l'intégration du djihadisme chinois dans les réseaux internationaux renforcés par la guerre en Syrie. L'aggravation de la menace antiterroriste pourrait se révéler un argument utile à Xi JINPING pour justifier l'attention toute particulière qu'il réserve aux questions de sécurité nationale.

Juliette GENEVAZ

9 juin : Colloque « La France et l'OTAN (2009-2017) », à l'École militaire

Le 9 juin 2017, l'IRSEM (Pierre RAZOUX, Hugo MEIJER, Alice PANNIER et Etienne DIGNAT) et le Collège de Défense de l'OTAN (Guillaume LASCONJARIAS) ont organisé conjointement à l'École militaire un colloque sur le thème « La France et l'OTAN (2009-2017) », deux semaines après la réunion à Bruxelles des chefs d'État de l'Alliance atlantique, dans un contexte marqué par la nouvelle gouvernance française et les incertitudes liées aux déclarations de Donald TRUMP. Cette rencontre académique internationale, ouverte par Hubert VÉDRINE (ancien ministre des Affaires étrangères auteur d'un rapport sur la France et l'OTAN) et clôturée par Camille GRAND (Secrétaire général adjoint de l'OTAN), a contribué à mieux faire connaître l'OTAN au sein de la sphère universitaire française, alors même que l'Alliance atlantique souffre d'un déficit de perception au sein de l'opinion publique française. Ce colloque, qui témoigne de la volonté de rapprochement entre l'IRSEM et le Collège de défense de l'OTAN, a permis à des universitaires et des experts de plusieurs nations de confronter leurs analyses, mais aussi de souligner la nécessité pour la France de conserver sa capacité d'analyse stratégique

indépendante qui passe notamment par le renforcement de la place et du rôle de centres de recherches tels que l'IRSEM.

Pierre RAZOUX

11-17 juin : Ecole d'été en relations internationales sur les « Conflits et interventions internationales », à Sciences Po Bordeaux

Du 11 au 17 juin, s'est tenue la sixième édition de l'École d'été en relations internationales, organisée conjointement par Sciences Po Bordeaux, l'Université de Bordeaux, l'Université Laval à Québec et, pour la première fois, l'IRSEM. L'Institut est heureux de s'associer aux membres fondateurs, et de se rapprocher des institutions universitaires.

Créée en 2012 et se déroulant alternativement à Bordeaux et à Québec, l'école d'été de relations internationales propose une formation intensive pluridisciplinaire (science politique, sociologie, économie, droit) sur les grandes questions internationales, particulièrement celles ayant trait aux conflits. Cette année, une trentaine de participants internationaux (France, Canada, Brésil, Mexique, Togo, Mali, Canada, Japon) – dont deux étudiants de master et une doctorante soutenus par l'IRSEM – se sont penchés sur cette thématique controversée.

Le sujet est clivant. Quand certains observateurs mettent en avant la solidarité indispensable de la communauté internationale face à une injustice, d'autres n'hésitent pas à les vilipender au nom du respect de la conception classique de la souveraineté. Or, tout l'intérêt de cette école d'été était de saisir le phénomène sous plusieurs de ses facettes : fondements juridiques des interventions, intérêts géostratégiques, mécanismes diplomatiques, place des médias, rôle des ONG, impact sur les sociétés ou encore protection des civils. Le but était de comprendre les tenants et les aboutissants de toute intervention, avant la décision d'intervenir, pendant l'opération ou après, dans la phase de reconstruction post-conflit.

Universitaires et praticiens : membres d'ONG, militaires ou diplomates à l'instar de l'ambassadeur François Rivasseau du Service Européen d'Action Extérieure, qui a ouvert la manifestation. Le format intensif mais varié – conférences le matin, tables rondes l'après-midi – a permis d'évoquer de nombreuses interventions et a nourri des échanges souvent animés.

Au cours de cette semaine, l'IRSEM a eu carte blanche mardi. Jean-Vincent HOLEINDRE, est intervenu dans la matinée sur le thème « Les nouveaux conflits le sont-ils vraiment ? » avant la table ronde « Zones de conflits et prospective » dans l'après-midi. Melissa LEVAILLANT et Sonia LE GOURIELLEC ont respectivement fait part de leurs analyses sur la conflictualité en Asie du Sud et dans la Corne de l'Afrique. Le directeur de l'IRSEM, Jean-Baptiste JEANGENE VILMER, s'est exprimé lors d'une intervention intitulée « Prospective et évolutions de la conflictualité ».

En fin de semaine, Bertrand BADIE a conclu cette formation par une conférence sur « Politiques de la puissance, politiques de la faiblesse ». Bien plus que la recherche d'un gain en terme de puissance dans l'échiquier international, l'intervention selon BADIE doit désormais être comprise comme le résultat de la perception de ce que sont les menaces potentielles pour l'État, la nation et le lien social. A la logique de puissance caractérisant l'ordre westphalien se sont substituées des politiques de la faiblesse.

L'IRSEM souhaite ici remercier Sciences Po Bordeaux et l'ensemble des partenaires pour leur accueil. Les moments de convivialité qui furent partagés entre étudiants et intervenants ainsi que membres des structures organisatrices contribuent à cimenter une relève stratégique plus que jamais indispensable.

Etienne DIGNAT et Marie ROBIN

14 juin 2017 : Atelier interdisciplinaire sur le thème « qu'est-ce que l'arme fait à celui/celle qui la porte »

Il s'agit d'une initiative menée en collaboration par des historiens du laboratoire FRAMESPA de l'Université Toulouse Jean Jaurès, et intitulée «Hommes et femmes en armes. Statut, politisation, représentation». Elle se présente comme un atelier de réflexion interdisciplinaire qui cherche à faire discuter historiens, anthropologues, juristes et sociologues autour de la question «qu'est-ce que l'arme fait à celui/celle qui la porte» ? Après une première séance avec des historiens de la période ancienne et médiévale, il s'agit là d'un second opus, orienté sciences sociales du contemporain.

Camille EVRARD

20 juin : 3e séance de l'atelier « Simulation-Wargame »

Pierre RAZOUX, directeur du pôle « Questions régionales Nord », a organisé le 20 juin 2017 la 3e séance de l'atelier « *Simulation-Wargame* » de l'IRSEM au profit d'un groupe de stagiaires volontaires de l'École de guerre, de cadres de l'école militaire et d'étudiants en master de l'Université Paris 4 Sorbonne. Le but de cet atelier est de faire réfléchir les participants aux nombreux atouts pédagogiques des wargames et les mettre face à des choix difficiles, pour tester leur sens de la décision et explorer le champ des possibles. Cette troisième séance consacrée à la redéfinition des équilibres stratégiques au Levant dans une logique post-Daech a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui sur le terrain en Irak et en Syrie.

Pierre RAZOUX

22-23 juin : Colloque international « Penser la politique par gros temps. Raymond ARON au XXIe siècle », organisé par le Centre Raymond-ARON de l'EHESS, La société des amis de Raymond ARON et l'IRSEM.

Les 22 et 23 juin a eu lieu un colloque international sur l'actualité de la pensée de Raymond ARON. Devant une assistance fournie, une vingtaine d'intervenants a pu mettre en exergue la pertinence de la pensée politique d'ARON pour analyser les questions politiques de ce début de XXIe siècle. L'événement était organisé par le CESPRA (Centre d'études sociologiques et politiques Raymond ARON), la Société des Amis de Raymond ARON et l'IRSEM. Il est à noter que ce colloque avait une signification particulière pour la direction de l'IRSEM puisque son directeur, Jean-Baptiste JEANGENE VILMER, et son directeur scientifique, Jean-Vincent HOLEINDRE, sont tous les deux docteurs du centre Raymond ARON de l'EHESS. Ce dernier siégeait dans le conseil scientifique et comité d'organisation

Quatre tables rondes autour de thématiques prégnantes des écrits aroniens ont structuré ces journées : « Raymond ARON et la sociologie politique », « Raymond ARON et la philosophie politique », « Raymond ARON, l'économie et la politique » et enfin « Raymond ARON et les relations internationales ». Elles ont été animées respectivement par Dominique SCHNAPPER, sociologue et fille de Raymond ARON, Pierre MANENT, nouveau président élu de la société des Amis de Raymond ARON, Jean-Claude CASANOVA, professeur d'économie et ancien directeur de la Fondation nationale des sciences politiques, et Jean-Baptiste JEANGENE VILMER, directeur de l'IRSEM.

La première journée avait ainsi vocation à situer la pensée de Raymond ARON en présentant ses relations avec deux disciplines universitaires : la sociologie et la philosophie. Une conférence inaugurale de Philippe RAYNAUD a rappelé les liens de la pensée aronienne avec la science politique et l'histoire de son développement universitaire en France. Comment situer la pensée aronienne dans le cloisonnement entre ces disciplines ? Le philosophe de la société politique qu'était ARON peut-il n'être réduit qu'à l'une de ses facettes ? A la lumière de ces interrogations, ont donc été explorées les relations d'ARON avec d'autres figures issues de ces disciplines : COMTE, DURKHEIM, PARETO d'un côté ; SARTRE, SCHMITT, STRAUSS et TOCQUEVILLE de l'autre.

La deuxième journée du colloque s'est davantage intéressée à l'inscription de Raymond ARON dans les problèmes politiques de son temps. Le « spectateur engagé » a notamment cherché à penser l'économie dans le rapport complexe qu'elle entretient avec le ou la politique. Étudier ARON s'avère à cet égard pertinent pour comprendre le commerce et les relations internationales, et donc les dilemmes de la mondialisation. L'exemple vénézuélien fut également exploré pour illustrer la pertinence des écrits aroniens dans l'analyse des crises actuelles.

Plus particulièrement, la dernière table ronde du colloque avait vocation à saisir l'inscription de la pensée aronienne dans la discipline des relations internationales. Des discussions très riches ont ainsi tenté de classer ARON parmi les théories des RI, entre réalisme, libéralisme ou réalisme libéral. Bénédicte RENAUD-BOULESTEIX a ensuite cherché à appliquer la pensée aronienne au contexte de l'action humanitaire. Comment comprendre, à la lecture de Guerre et paix entre les nations, les raisons poussant à intervenir ? Parallèlement, quelle est la conception de l'État permettant de comprendre l'instrumentalisation faite par Bachar AL-ASSAD de l'obligation inscrite en droit international humanitaire de notification d'une action humanitaire ? Pour conclure la table ronde, Wassim HASSANEEN s'est attaché à expliquer le conflit ukraino-russe à partir de cette même littérature aronienne.

La journée s'est conclue par une conférence de Pierre MANENT, qui est partie d'un commentaire du récent ouvrage Socialisme et sociologie de Bruno KARSENTI et Cyril LEMIEUX. MANENT a plaidé pour une relance du processus européen par le biais de l'Europe de la défense. Pour conclure la journée, le Prix Raymond ARON 2016, récompensant les meilleures thèses dédiées aux études aroniennes, a été remis aux deux lauréats : Sophie MARCOTTE-CHENARD pour sa thèse de doctorat La philosophie politique et l'histoire : Léo Strauss et Raymond ARON face au problème de l'historicisme et Olivier DE LAPPARENT pour sa thèse intitulée La crise de la civilisation chez Raymond ARON à travers l'exemple européen.

Durant ces deux jours, intervenants et public ont participé à des débats riches et souvent intenses. Plus que jamais donc, à l'heure où se profilent de nombreux scénarios de « gros temps », des journées comme celles-ci, destinées à réhabiliter et à redynamiser la pensée d'un auteur dont les conclusions s'appliquent bien au-delà de son époque, paraissent nécessaires.

Marie ROBIN et Etienne DIGNAT

23 juin 2017 : Visite de Franck AFANYIAKOSSOU dans le cadre du Programme Personnalité Avenir Défense

Accueilli par les chercheurs Afrique de l'Ouest de l'Irsem, le Conseiller Paix et Sécurité du vice-président de la commission de la CEDEAO est venu partager son expérience et sa vision des défis auxquels sont confrontés aujourd'hui les États de la sous-région et les organisations internationales.

Ayant tenu des responsabilités auprès de l'ONUCI et de la MISMA notamment, et travaillant depuis près de vingt ans dans les domaines de la prévention des conflits, de la médiation et de la résolution de crises, Mr AFANYIAKOSSOU est revenu sur les prémisses de la crise au Mali et au Sahel, ainsi que sur la situation en Côte d'Ivoire. Il a mis en valeur le rôle de la CEDEAO dans les problématiques actuelles, en particulier vis-à-vis du G5 Sahel et de la coordination nécessaires des programmes de promotion de la paix et de la sécurité dans la région.

Camille EVRARD

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS

Camille EVRARD

- Article « Les interventions extérieures, points saillants de l'histoire de la présence militaire française : l'exemple ouest-saharien (1958-1978) », *Les Temps Modernes*, 693-694/2, 2017, p. 267-287.

- Organisation d'un atelier de recherche « Hommes et femmes en armes. Statut, représentation, politisation », en collaboration avec le Labex SMS et le laboratoire Framespa de l'Université Jean Jaurès de Toulouse, le 14 juin.

Jean-Baptiste JEANGENE VILMER

- Article « La lutte contre la désinformation russe : contrer la propagande sans faire de contre-propagande ? », *Revue Défense Nationale*, 801, juin 2017, p. 93-105.

- « Étudier la guerre », édito mensuel du *Réseau Asie & Pacifique*, 1er juin 2017.

- 47th Academic Advisory Board du Collège de Défense de l'OTAN, Rome, 8-9 juin 2017.

- Conférence « Prospective et évolutions de la conflictualité », Ecole d'été en relations internationales *Conflits et interventions internationales*, co-organisée par Sciences Po Bordeaux, l'Université Laval et l'IRSEM, Bordeaux, 13 juin 2017, Bordeaux, 13 juin 2017.

- Table ronde « Ukraine in the Changing World », *7th National Expert Forum,* co-organisé par le Gorshenin Institute et Friedrich-Ebert-Stiftung Ukraine, Kiev, 15 juin 2017.

- Table ronde « Raymond Aron et les relations internationales », colloque *Penser la politique par gros temps : Raymond Aron au XXIe siècle*, organisé par le CESPRA (EHESS), l'IRSEM et la Société des amis de Raymond Aron, à l'EHESS, Paris, 23 juin 2017.

Sonia LE GOURIELLEC

- Recension « The Mayor of Mogadishu: A story of Chaos and Redemption in the ruins of Somalia » d'Andrew Harding, *Politique étrangère*, été 2017, p. 222-223.

- Conférence « Sub-Saharan Africa », Nato Defense College, 7 juin 2017, Rome.

- Conférence « La conflictualité dans la Corne de l'Afrique », Ecole d'été en relations internationales *Conflits et interventions internationales*, co-organisée par Sciences Po Bordeaux, l'Université Laval et l'IRSEM, Bordeaux, 13 juin 2017.

Marianne PERON-DOISE

- Présentation d'un papier « 3rd Common Security and Defense Policy Orientation Seminar with a Focus on EU-ASEAN relations », séminaire *The Critical Maritime Road for Indian Ocean Project and Prospects for EU-ASEAN Maritime Cooperation*, Rome, 7-8 juin.

Pierre RAZOUX

- Article « Nouveau panorama géopolitique en Afrique du Nord », *Annuaire français des relations internationales (AFRI)*, Centre Thucydide, Université Panthéon-Assas, juin 2017, p. 121-138.

- Conférence « Mieux comprendre Daech pour mieux le combattre », conférences du CSIA de formation des stagiaires « Terre » de l'École de guerre, École militaire, 2 juin 2017.

- Conférence « Le paysage géopolitique en Afrique du Nord », Collège de Défense de l'OTAN, Rome, 6 juin 2017.

- Interview sur « les conséquences sociétales, politiques et géopolitiques de la guerre des Six Jours », *Radio Vatican*, 5 juin 2017.

- Interview sur le nouvel environnement géopolitique du Golfe vu de Téhéran, émission « *Les enjeux internationaux* », *France Culture*, 23 juin 2017.

- Invité sur le thème « sur les conséquences probables au Levant de la reprise de Mossoul et Raqqa et de la chute prochaine de Daech », « Le débat du jour », *Radio France Internationale (RFI)*, 29 juin 2017.

- Animation du 3e atelier de simulation stratégique-wargaming de l'IRSEM, le 20 juin 2017, autour du thème de la recomposition stratégique au Levant après la chute de Daech.

Elyamine SETTOUL

- Article « 2006-2016, 10 ans d'aumônerie militaire du culte musulman », *Hommes & Migrations*, 1316/ 1, 2017, p. 109-117.

Océane ZUBELDIA

- Article « Les drones au service de la mer : un outil en pleine évolution? », *Etudes Marine n°12*, p. 88-95.

- Conférence « Survey of existing armed UAS capabilities », *Expert symposium on UAV Transparency, Oversight and Accountability – Military Perspectives*, UNIDIR, New York, 28 juin 2017.

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

Une initiation. Rwanda (1994-2016)

Stéphane AUDOUIN-ROUZEAU, Seuil, 2017, 171 p.

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU est un historien de la guerre et des combats, spécialiste de la Première Guerre mondiale. Après trois décennies d'un parcours de recherche entièrement consacré à la violence de guerre, un « objet » imprévu a coupé sa route : le génocide des Tutsis rwandais. Dans cet ouvrage publié en début d'année, il raconte son « initiation » au Rwanda. Il décrit son choc affectif et politique à la rencontre des rescapés. Son initiation passe ainsi par la visite les sites mémoriaux et se confronte à la souffrance des victimes lors des commémorations. Le chercheur essaie de comprendre pourquoi cet évènement lui a échappé alors que ceux de Bosnie, un an plus tard, l'ont tant révolté.

Le chercheur se pose plusieurs questions : Pourquoi ce génocide est-il mis à distance dans la société française ? Pourquoi cette histoire si récente est-elle ignorée, voire niée ? Il est désarmé : « l'accumulation d'un immense savoir sur les génocides et les massacres de masse depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'a-t-elle été d'aucune utilité pour prévenir et empêcher la catastrophe de 1994 – catastrophe annoncée pourtant, et tellement prévisible » (p. 161). Selon l'auteur la réponse est dans cette part de racisme inconscient qu'on ne stigmatise pas suffisamment chez chacun d'entre nous.

D'ailleurs, Stéphane AUDOIN-ROUZEAU dénie les analystes relativistes qui évoquent un double génocide. Au Rwanda, en 1994, il y a bien des victimes et des bourreaux. Ce rappel est d'autant plus nécessaire que, dans ce livre, l'auteur attire notre vigilance sur la violence qui affleure toujours. Il insiste sur cette crainte d'un retour de la violence. Les rescapés ne sont pas en sécurité malgré le succès des « Gacaca ». Ils vivent au milieu des tueurs de leur famille et une pression morale et physique s'exerce toujours sur eux. Cette violence latente est plus particulièrement perceptible dans les campagnes isolées. Le récit de l'histoire de Joséphine est particulièrement poignant. Refusant de quitter les lieux qui sont la dernière demeure de ses proches, elle est martyrisée par son voisinage, encore aujourd'hui. Le génocide se poursuit à bas bruit.

Ce livre est aussi celui du parcours d'un chercheur, son initiation à l'espace du massacre. Il propose un agenda de la recherche car « l'histoire du massacre ne fait que commencer » (p. 159). Ses formes sont inédites au Rwanda. Nulle part ailleurs, le voisinage n'est aussi présent et rend d'autant plus « efficace » la violence. Elle touche la famille, les voisins et le retournement de la sphère intime y est inouï. La thèse d'Hélène DUMAS, « Le génocide au village » est une somme sur le sujet. Stéphane AUDOIN-ROUZEAU ne fait aucune impasse et traite également des problématiques les plus sensibles notamment celle de la « question française » (p. 47) et de la politique de la France au moment du génocide. Il s'interroge aussi sur le manque d'outils en sciences sociales pour aborder les massacres intrareligieux.

Ce livre est un témoignage vibrant qui intéressera autant les spécialistes des conflits que les africanistes et plus largement les chercheurs en sciences sociales. Il invite à interroger son objet d'études et à comprendre la démarche qui anime le chercheur et sa méthodologie.

Sonia LE GOURIELLEC

Guerre, armées et communication

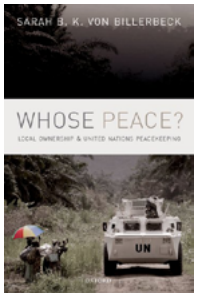
Eric LETONTURIER (dir.), CNRS Editions, 2017, 214 p.

Pour paraphraser la célèbre phrase de Clausewitz, la communication ne serait-elle pas devenue aujourd'hui le prolongement de la guerre par d'autres moyens ? C'est à cette interrogation, exposée dès les premières lignes, que l'ouvrage Guerre, armées et communication, dirigé par Eric LETONTURIER, entend répondre.

Et la guerre ne manque pas d'occasions de communiquer. Sur le plan opérationnel, la communication assure le lien essentiel entre commandement et subordonnés *via* la transmission d'ordres clairs, explicites, « bien communiqués ». Elle permet également de relier les théâtres, les différentes armes pour faire coalition. La communication interroge en outre le statut particulier du militaire, soumis à son devoir de réserve, dès lors que celui-ci s'inscrit dans les nouvelles technologies, à l'heure où se développent les réseaux sociaux. L'émergence d'une « kakisphère » et de blogs de défense témoigne de l'inscription de ces « milinautes » dans des réseaux difficilement contrôlables pour l'institution et qui dès lors mettent en péril ledit devoir de réserve, l'efficacité opérationnelle des interventions, mais qui accroissent également les risques de phénomènes de lanceurs d'alerte, tant redoutés des services de renseignement. De la communication, il y en a aussi dans la robotisation de la guerre. Que signifient les drones et les robots tueurs pour le futur des combats ? Les auteurs prospectent ainsi sur les conséquences de l'accroissement des dispositifs communicationnels (NEM, commandement à distance pour les drones) ou au contraire de leur négation (systèmes autonomes). La cyberguerre, menée sur un terrain désormais virtuel (alors même que le champ de bataille vient d'être lui-même numérisé) doit-elle nous conduire à réappréhender les classiques traités de stratégie ou ne constitue-t-elle qu'une modalité nouvelle de logiques d'affrontement ancestrales ? La guerre est aussi mémoire. En ceci, la construction du récit national, prenant désormais largement appui sur les supports audiovisuels des « soldats de l'image » relève de stratégies de communication traduisant des rapports de force se jouant sur le terrain de la visibilité et de la crédibilité.

En externe, la communication est largement employée par l'institution militaire dans son lien avec la Nation. Censure, propagande, désinformation, mais également publicités dans les fameux spots « Devenez vous-mêmes » illustrent finalement l'importance prise par les sciences de la communication au sein des armées, qui doivent s'adapter à une ouverture des réseaux et au contrôle désormais impossible de la parole des soldats. En ceci, l'ouvrage *Guerre, armées et communication* est intéressant. Sans prétendre à l'exhaustivité, il expose et analyse de façon rigoureuse certaines des problématiques majeures qui apparaissent dès lors que s'envisage la communication pour, sur, de, dans et après la guerre. Dans cette dynamique, les contributeurs s'interrogent, avec raison, sur les conséquences potentielles de ces innovations communicationnelles. Ces nouvelles formes de communication dans et sur le conflit impliquent-elles un changement de nature de la guerre elle-même ?

Marie ROBIN



Whose Peace ? Local Ownership & United Nations Peacekeeping

Sarah B.K. VON BILLERBECK, Oxford University Press, 2017, 205 p.

Ce livre offre une analyse conceptuelle du discours des Nations unies sur le concept de « ownership local » dans l'entreprise des opérations de paix onusiennes dans des pays en conflit. En ceci, l'auteur s'attache à analyser la mesure dans laquelle les missions onusiennes offrent aux acteurs locaux l'opportunité d'influencer, voire de s'approprier les efforts extérieurs de construction et consolidation de la paix. Comme dans les politiques de développement où elle s'est imposée, l'approche repose sur l'idée que l'appropriation locale est essentielle afin de renforcer la légitimité et la durabilité des actions des missions de paix et ainsi leur succès. Or, l'analyse rigoureuse de Billerbeck et son étude de cas, l'opération de paix onusienne en République démocratique du Congo (MONUC/MONUSCO), démontrent un grand décalage entre l'engagement onusien en faveur de l'appropriation locale et les pratiques. Sur la base de nombreux entretiens avec des acteurs onusiens et congolais, elle conclut que l'appropriation

locale est tout d'abord un « instrument discursif de légitimation » qui sert à réconcilier la contradiction inhérente à toute intervention entre l'autodétermination et la souveraineté nationale d'un côté et un degré plus ou moins grand d'imposition de certains objectifs et mesures de l'autre. En réalité, les missions n'ont ni une définition précise de « l'appropriation », ni une idée sur leur opérationnalisation – fait étonnant en vue de l'insistance avec laquelle « l'appropriation locale » est devenue un mantra onusien. Cette appropriation est perçue par les agents onusiens comme une contrainte. Nombre d'entre eux semblent être convaincus que les acteurs locaux manquent de capacités pour s'impliquer réellement, ou bien qu'ils poursuivent un agenda politique « illiberal » et qui serait donc en contradiction avec les valeurs et les mandats des Nations unies et leurs missions de paix. Sans doute, les conclusions de Billerbeck sont-elles aussi applicables à d'autres missions onusiennes, notamment le Mali où un discours populaire dénonce sans cesse la « mise sous tutelle » du pays par la communauté internationale.

Denis TULL

Notre intérêt national – Quelle politique étrangère pour la France ?

Thierry de MONTBRIAL et Thomas GOMART (dir.), Odile Jacob, 2017, 332 p.

Nous avons là un ouvrage remarquable qui arrive à point nommé pour éclairer la vision stratégique de la nouvelle gouvernance française. Ce livre collectif, qui donne en seize chapitres la parole à un aréopage d'experts, d'universitaires et de personnalités politiques, s'interroge à la fois sur la notion de politique étrangère, sur le sens de l'intérêt national et sur ses multiples déclinaisons, tant diplomatiques et géopolitiques que militaires, stratégiques et économiques. Les deux chefs d'orchestre présidant aux destinées de l'IFRI introduisent et concluent le propos. On ne peut que les féliciter d'avoir croisé les talents et convoqué des esprits acérés et percutants, quelle que soit la ligne politique ou idéologique défendue. L'un des atouts de cet ouvrage est justement de croiser les regards à l'aulne de la recomposition du paysage géopolitique mondial. Les chapitres rédigés par Hubert VÉDRINE (bilan et propositions pour une politique étrangère), Hervé GAYMARD (savoir défendre sa ligne de force et ses intérêts) et Pierre GROSSER (variations sur l'intérêt national au XX[e] siècle) valent à eux seuls l'acquisition de l'ouvrage. Le fil rouge de ce dernier se veut simple : la France doit identifier ses intérêts majeurs et les défendre de manière pragmatique, réaliste et non idéologique, en parlant à toutes les parties et en retrouvant sa place d'interlocuteur indépendant et respecté, respectueux lui-même de la diversité internationale. La diplomatie économique n'est pas niée, mais elle est relativisée de manière à ne pas télescoper les intérêts sécuritaires français. Au bilan, les auteurs plaident de manière convaincante pour la réappropriation de la notion d'intérêt national. Bref, une lecture indispensable pour tous ceux qui réfléchissent à la redéfinition de la politique étrangère française.

Pierre RAZOUX

Où va l'Iran ? Regards croisés sur le régime et ses jeux d'influence

François COLCOMBET (dir.), Autrement, 2017, 314 p.

François COLCOMBET, cofondateur du syndicat de la magistrature et président de la Fondation d'études pour le Moyen-Orient, vient de publier un ouvrage collectif dont le titre n'est pas sans rappeler celui du colloque que l'IRSEM avait organisé en novembre dernier. Cet ouvrage collectif réunit un panel de chercheurs français, arabes et américains, ainsi que quelques opposants iraniens. Alors que son sous-titre laissait présager des regards croisés présentant des points de vue divergents mais complémentaires, force est de constater qu'il s'agit en réalité d'un ouvrage à charge, militant et sans nuance, qui rabâche les critiques et les attaques systématiques contre l'Iran. Nul doute que le régime iranien n'est pas un parangon de vertu et qu'il porte une part de responsabilités dans certaines crises qui déchirent le Moyen-Orient ; il n'est pas sûr toutefois que les auteurs gagnent en crédibilité scientifique en adoptant un parti-pris biaisé, en faisant l'apologie des moudjahidin du Peuple (OMPI), en multipliant certaines épithètes (obscurantiste, odieux, pervers, barbare) pour qualifier le régime, ou bien encore en comparant le corps des Gardiens de la Révolution aux SS (p. 81 & 212).

Ces auteurs ont pris un risque en pronostiquant à tort la victoire du camp ultraconservateur et la marginalisation des tenants de l'ouverture économique. Au bilan, on peut se demander pourquoi les éditions Autrement n'ont pas plutôt intitulé cet ouvrage « Livre noir de la République islamique d'Iran », ce qui aurait été plus en phase avec son contenu. Même si deux ou trois articles

présentent un intérêt pour la recherche, notamment celui de Mohammad AMIN sur l'économie, on peut douter de la dimension académique de cet ouvrage dont plusieurs chapitres ne font figurer ni sources, ni notes, ni références, se contentant de convoquer l'histoire et de marteler des messages aux relents de changement de régime qui font écho aux propos de Donald TRUMP, puisque François COLCOMBET donne la parole à Walid PHARES, Libanais chrétien violemment anti-Iranien, qui fut son conseiller Moyen-Orient pendant sa campagne électorale. On regrettera aussi l'absence de toute bibliographie qui aurait justement permis au lecteur de croiser les analyses contradictoires sur l'Iran.

Sur ce sujet, voir la Note de recherche n°40 de l'IRSEM, intitulée *Où va l'Iran à l'heure de l'élection présidentielle de mai 2017 ?*, publiée le 18 mai 2017.

Pierre RAZOUX